

Victimes collatérales de la grève à PostBank

Les fonctionnaires manifestent bruyamment

EN

Lambaréné/Gabon

Nationale 1 fermée à la circulation et attroupements monstres devant les locaux de PostBank à Lambaréné : les agents de l'Etat, ne pouvant toucher leurs salaires à cause de la grève dans cette institution financière, ont manifesté bruyamment pour que justice leur soit rendue.



Photo : Esafie Ndilorum



Photo : Esafie Ndilorum

Les fonctionnaires manifestant devant la PostBank. Photo de droite : Le porte-parole des fonctionnaires, Jean Félix Nze (G) en conversation avec le préfet Dieudonné Ngoyi (C) et un responsable militaire.

COMME leurs collègues d'autres localités du pays, les agents de Post-Bank exerçant dans le Moyen-Ogooué ont laissé éclater leur colère, lundi dernier, pour manifester leur mécontentement suite au non-paiement du treizième mois 2015 et du salaire du mois d'octobre en cours.

A Lambaréné, ce mouvement d'humeur des postiers s'est traduit par la fermeture des guichets de PostBank aux usagers. En effet, l'établissement - surveillé par des militaires -, situé dans le quartier populaire Isaac, dans le deuxième arrondissement de Lambaréné, était hermétiquement fermé. Du portail d'accès aux portes des bu-

reaux, tout avait été verrouillé par le personnel en grève.

Victimes collatérales de cette situation, les agents de l'Etat, dont les salaires sont virés dans cet établissement public, n'ont donc pas touché leur dû le 25 octobre 2016. Au fur et à mesure que le temps passait, l'enceinte s'est trouvée envahie par un attroupement monstre de fonctionnaires cherchant à toucher leurs salaires du mois, et par d'autres usagers de La Poste venus, eux aussi, sur le site pour retirer un peu d'argent dans leurs comptes d'épargne. En vain.

Un malheur arrivant rarement seul, les barricades dressées sur la



Photo : Esafie Ndilorum

D'autres usagers impuissants devant les guichets fermés de l'établissement.

Nationale 1 par les manifestants ont considérablement perturbé le trafic: "Ventre affamé n'a point d'oreille", "Trop c'est trop", pouvait-on entendre au milieu de cette foule considérable chauffée à blanc.

Faisant office de porte-parole des fonctionnaires, Jean-Félix Nze, surveillant général à l'école publique du quartier Evouang, a lancé : « Nous sommes des pères et mères de famille, tous fonctionnaires de l'Etat

gabonais. Aujourd'hui, il est question de venir toucher nos salaires pour, soit payer à manger, soit régler les loyers ou préparer la rentrée des classes de nos enfants. A notre grande surprise, les portes de la PostBank sont fermées et gardées par des militaires. C'est cette attitude du gouvernement qui a fait monter l'adrénaline.»

LES ASSURANCES DU GOUVERNEMENT.

Avant d'ajouter : « chaque fois, c'est la même chose depuis un certain temps pour toucher nos salaires. La PostBank n'assure plus convenablement son service. Nous tous ici, autant que nous sommes, réclamons juste nos salaires du mois. Ce qui est

un droit et non une faveur. Alors, donnez-nous ce qui nous revient de droit.»

Informé de la situation, le préfet du département de l'Ogooué et des Lacs, Dieudonné Ngoyi, s'est rendu sur les lieux pour calmer les esprits et négocier avec les manifestants. Avec force arguments, il a réussi à décanter la situation. C'est ainsi que les manifestants ont progressivement déserté les lieux et la Nationale 1 a été rouverte à la circulation. Mais, si les salaires des usagers ne sont toujours pas payés d'ici là, l'accalmie actuelle va-t-elle durer longtemps ?

Le 24 octobre 2016, le ministre d'Etat en charge de l'Économie numérique et de la Communication, Alain Claude Bilie-By-Nze, en visite au Centre national de tri (Libreville), avait rassuré les postiers de l'engagement du gouvernement dans le redressement de La Poste et de la prise en charge de leurs difficultés. «Le redressement de La Poste est une priorité pour le gouvernement», avait-il assuré.